

POINT DE PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS FRANCO-AFRICAINES, LA FRANCOPHONIE ET SUR L'USAGE D'ARMES CHIMIQUES EN SYRIE, À NICE LE 7 SEPTEMBRE 2013.

7 SEPTEMBER 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION : « Monsieur le Président, quels ont été les thèmes abordés lors de vos entretiens ? »

LE PRESIDENT : « D'abord, avec les Présidents du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, nous avons parlé des sujets africains et notamment de ce que nous avons fait au Mali et des prolongements qui doivent être discutés dans ce sommet que j'ai proposé et que tous les Africains ont accepté, à Paris, les 6 et 7 décembre pour que les Africains eux-mêmes assurent leur propre sécurité, encadrés, formés, et voir ce que pourra faire l'Europe à leurs côtés.

J'ai également évoqué la Francophonie, car la Francophonie c'est aussi, pour le continent africain, une possibilité de développement. Mais c'est aussi, pour les pays francophones non africains, une possibilité d'avoir des interlocuteurs qui leur permettent d'espérer des investissements fructueux en Afrique. Nous avons donc à travailler ensemble.

Enfin, nous avons parlé de ce qui n'a pas été évoqué au G20, pour des raisons que vous imaginez, c'est-à-dire d'une stratégie de développement. Les Africains et la France ont à porter ces initiatives du développement aussi que la préparation de la Conférence sur le climat.

Avec le Président libanais, j'ai rappelé ce qu'était la position constante de la France pour l'unité, la sauvegarde, la sécurité du Liban. Ce pays ne peut pas être affecté, il ne doit pas être affecté, par ce qui se passe, hélas, tragiquement en Syrie.

J'ai insisté auprès du Président libanais pour lui dire que, si nous avons à agir dans les prochaines semaines, ce serait pour punir un régime qui a utilisé les armes chimiques et, en aucune façon, pour porter un conflit au-delà de son propre cadre, c'est-à-dire la Syrie. Le Liban doit être mis absolument à l'écart de tout ce qui peut se produire et se produit déjà dans la région ».

QUESTION : « Monsieur le Président, est-ce que la France est moins seule, dans l'éventualité de frappes en Syrie, depuis la réunion de ce matin ? »

LE PRESIDENT : « Je constate que nos positions avancent. Au G20, onze pays avaient adhéré à un texte proposé par les États-Unis et la France qui punissait ceux qui utilisent l'arme chimique et, en l'occurrence, désignait clairement le régime syrien comme l'auteur de ce massacre. Les Européens se sont également réunis pour appuyer une position qui est celle de la condamnation des armes chimiques. Le texte européen dit bien que tous les éléments les plus forts vont dans le sens de la responsabilité du régime.

L'Allemagne, qui n'avait pas signé le texte au G20, s'y est ralliée et a contribué à ce que l'Europe puisse être unie. C'était très important pour la France que l'Europe se retrouve sur des positions politiques qui puissent nous rendre plus forts dans cette période.

J'ajoute que la position que j'ai prise qui est de respecter le rapport des inspecteurs, c'est-à-dire d'attendre qu'il soit publié je sais que cela sera dans un délai court et je sais aussi la limite du mandat qui a été confié aux inspecteurs est aussi un élément qui a permis d'avoir l'unanimité de tous les Européens derrière la position que nous souhaitons, c'est-à-dire la condamnation du régime syrien ».

QUESTION : « Mais pour passer à l'éventualité d'une riposte en Syrie, il va vous falloir l'accord de l'ONU. Comment allez-vous l'obtenir ? »

LE PRESIDENT : « Si nous étions dans un système qui soit simplement sur les faits alors que nous avons déjà tous les éléments qui confirment non seulement l'usage des armes chimiques, mais le fait que ce soit le régime qui les ait utilisées si nous étions dans un système où nous regardions que les rapports des inspecteurs nous allons les lire dans quelques jours le Conseil de sécurité devrait prendre une résolution qui permette une sanction du régime syrien.

Si c'est le cas, j'en serai heureux. Si ce n'est pas le cas, cela veut dire quoi ? Cela veut dire qu'un pays, deux pays du Conseil de sécurité membres permanents, disposant du droit de veto auraient empêché

une action internationale ? Alors, à ce moment-là nous aurions à constituer ce qui est en train de se faire, une large coalition pour prendre nos responsabilités ».

QUESTION : « Monsieur le Président, est-ce que cela veut dire que vous allez quand même, au nom de la France, demander une réunion du Conseil de sécurité pour voir si, effectivement, il y a une hypothèse possible ? Et avez-vous l'intention de vous adresser aux Français la semaine prochaine ? Puisque le Président OBAMA lui-même s'adressera aux Américains mardi ».

LE PRESIDENT : « D'abord, j'ai annoncé, c'était au G20, que je voulais attendre le rapport des inspecteurs dont je sais qu'il sera prêt dans un délai tout à fait raisonnable, c'est-à-dire pas si loin de la décision du Congrès américain. J'aurai donc à ce moment-là tous les éléments me permettant de m'adresser aux Français pour leur dire la décision que j'aurai choisie pour la France ».

QUESTION : « Donc la semaine prochaine ? »

LE PRESIDENT : « Cela veut dire que lorsque le Congrès aura voté, je pense que c'est jeudi ou vendredi, et lorsque nous aurons le rapport des inspecteurs, sans doute à la fin de la semaine, à ce moment-là, il y aura une décision à prendre y compris après une éventuelle saisine des Nations Unies ».

QUESTION : « La France veut-elle saisir le Conseil de sécurité ? »

LE PRESIDENT : « La France appréciera si le Conseil de sécurité peut ou ne peut pas prendre une telle résolution ».

QUESTION : « Vous êtes moins seul ce soir après »

LE PRESIDENT : « Je pense que je vous l'avez dit. Au départ, on peut penser que l'on est seul quand on prend la responsabilité d'agir et de prévenir les autres que nous avons un rôle particulier, nous parce que nous sommes la France. Mais, ensuite, il y a un travail de conviction. Il se fait.

Au G20, nous avons progressé. Maintenant l'Union européenne s'est rassemblée. J'ai contribué à cette position en indiquant que le rapport des inspecteurs serait un élément de la décision. Il y a des indices qui vont dans le sens de la responsabilité du régime. Nous avançons.

Nous avançons aussi pour une solution politique, parce que cela, c'est un élément très important. Il n'y aura pas de solution militaire en Syrie. Il y aura une action militaire, il y aura une pression militaire conduisant à une solution politique et dans les meilleurs délais, cela aussi c'était ce que voulaient les Européens, et ce que la France appuyait.

Merci ».